

Le Bureau du contrôle interne parvient à maturité

Il y a près de quatre ans, George Bartsiotas a été nommé Directeur du contrôle interne, le Bureau qui surveille de près la gestion des ressources de l'OSCE et ses mécanismes de contrôle interne. Ancien membre du service diplomatique, M. Bartsiotas a occupé des postes de haut rang au Département d'État des États-Unis et dans des organisations internationales à l'étranger. Il a récemment partagé avec le Magazine de l'OSCE ses réflexions sur les efforts visant à promouvoir des pratiques modernes en matière de contrôle interne au sein de l'Organisation.



George Bartsiotas, Directeur du contrôle interne

Magazine de l'OSCE : Quel est le rôle du Bureau du contrôle interne ?

George Bartsiotas : Le Bureau a une fonction d'assurance et de consultation indépendante et objective. Il a été établi en 2001 pour améliorer les activités de l'OSCE et leur apporter une valeur ajoutée. Il le fait par le biais d'audits, d'évaluations et d'enquêtes, ainsi qu'en émettant des avis sur les processus de gestion du risque et les questions de gouvernance.

Comment les cadres de l'OSCE ont-ils perçu le fait que le Bureau s'occupe de questions d'audit ?

S'il est normal que des cadres soient circonspects lorsque des vérificateurs sonnent à leur porte, je dois dire que les cadres de l'OSCE le sont moins qu'auparavant. Bon nombre d'entre eux nous invitent désormais à un stade précoce à travailler avec eux. Nous ne sommes pas seulement un précieux baromètre de santé financière, mais nous aidons également les cadres à déterminer les meilleurs moyens d'atteindre leurs objectifs. Une partie de notre travail consiste à formuler des recommandations dans les domaines où des améliorations s'imposent et à faire connaître les meilleures pratiques et les leçons apprises dans toute l'Organisation.

La fonction d'audit bénéficie-t-elle d'un soutien approprié à l'OSCE ?

Une organisation ne serait pas saine si ses cadres supérieurs n'alimentaient pas le travail d'audit et ne permettaient pas aux vérificateurs de travailler sans crainte ni faveur. Heureusement, au sein du Bureau de contrôle interne, nous bénéficions d'un bon soutien en termes de ressources et de reconnaissance de notre travail. En un laps de temps relativement court, nous avons transformé une petite unité d'audit en un bureau de contrôle interne pleinement opérationnel qui fonctionne en se fondant sur les

meilleures pratiques et apporte une valeur ajoutée à l'OSCE. Nous avons récemment passé un test d'assurance qualité effectué par une équipe indépendante de validation, qui a confirmé cela. Et si le soutien des États participants a été décisif en termes de ressources, c'est le soutien de l'actuel Secrétaire général qui a permis de renforcer la fonction d'audit et son indépendance.

S'agissant du contrôle interne, qu'est-ce qui vous empêche de dormir la nuit ?

Bien sûr, certaines choses m'inquiètent. Nous faisons de notre mieux pour nous acquitter de notre travail d'audit relatif à l'adéquation des mesures de contrôle et de conformité. Mais de bons contrôles internes ne suffisent pas toujours en soi à prévenir les irrégularités. Il existe très peu de contrôles qui ne peuvent être contournés par quelqu'un de déterminé à commettre un acte frauduleux. Dans un cadre politique tel que le nôtre à l'OSCE, toute fraude ayant des incidences financières, aussi minimes soient-elles, peut se transformer en un événement très médiatisé. Ce qui empêche donc les vérificateurs de dormir, c'est la possibilité que quelqu'un puisse détourner des actifs, falsifier des états financiers ou commettre d'autres actes illégaux.

Et que peut faire le Bureau du contrôle interne à ce sujet ?

Prévenir la fraude suppose de comprendre non seulement ce qui motive ses auteurs, mais également ce qui provoque la fraude. La plupart des cas de fraude sont décelés non pas à la suite d'audits mais d'informations de collègues et grâce aux *hotlines* mises en place pour dénoncer les abus. Vous trouverez notre *hotline* à l'adresse www.osce.org/oio. Nous examinons actuellement le cadre éthique ainsi que le code de conduite de l'OSCE et élaborons des recommandations en matière de sensibilisation à la fraude pour faire en sorte que les cadres puissent être tenus responsables de leurs actions. Pour le dire simplement, les agents de l'OSCE ont l'obligation de dépenser les deniers publics avec parcimonie, efficacité et efficacité, et d'éviter le gâchis, la fraude et la mauvaise gestion.

Y a-t-il d'autres domaines à l'OSCE où davantage pourrait être fait ?

Oui. Nous avons besoin d'institutionnaliser le processus d'évaluation de l'OSCE avec l'appui des organes directeurs. Je ne connais aucune organisation qui se considère bien gérée sans avoir mis en place un système basé sur la performance et systématique d'évaluation. En d'autres termes, à moins de fixer des objectifs pour vos programmes, et à moins de définir des points de repère pour mesurer vos progrès, vous n'avez aucune chance d'évaluer, avec un quelconque degré de validité, si votre argent est dépensé effectivement et efficacement, et aucune chance de rendre les gens responsables de leurs actions. C'est la raison pour laquelle le système basé sur la performance qui est en cours d'introduction à l'OSCE est important : il permettra, notamment, de fixer des objectifs précis en amont et servira de cadre à des évaluations efficaces par la suite.

Comment voyez-vous l'OSCE dans quelques années ?

Plus concentrée sur ce qu'elle fait le mieux et plus rationnelle dans sa manière de procéder. Je pense qu'on finira par se rendre compte que l'on ne peut disperser les ressources de l'OSCE en continuant d'ajouter des programmes et des activités tout en escomptant que l'Organisation maintienne son mode de fonctionnement unique et exécute efficacement ses activités de base.

Eva Biaudet, membre du Parlement finlandais, a été nommée *Représentante spéciale de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains*. Elle devrait prendre ses fonctions au début de 2007.

Avec l'appui de l'Unité d'assistance à la lutte contre la traite des êtres humains qui relève du Secrétariat, Mme Biaudet sera en première ligne dans la mise en œuvre du Plan d'action de l'OSCE pour lutter contre la traite des êtres humains. Ce plan prône la protection des droits des victimes, la traduction en justice des auteurs et l'adoption de mesures préventives qui prennent en considération les droits de l'homme.

Mme Biaudet a déclaré au *Magazine de l'OSCE* : « En travaillant avec nos partenaires, j'espère que nous pourrions, à l'OSCE, sensibiliser notamment mieux les responsables politiques, les médias et la société civile au fait que la traite des êtres humains nous concerne tous, afin que nous puissions unir nos forces pour traduire en action les programmes et les politiques de lutte contre la traite des êtres humains. » « Il est de notre responsabilité de faire en sorte que notre partie du monde soit hostile à la traite. Nous avons envers chaque personne — adultes ou enfants, femmes ou hommes — l'obligation de donner une réelle signification aux droits

et aux libertés de l'homme. »

En sa qualité de Ministre finlandaise de la santé et des services sociaux (1999-2000 et 2002-2003), Mme Biaudet a été l'initiatrice d'une campagne nordique-baltique contre la traite des êtres humains et elle a contribué à porter la question au centre du débat public.

En tant que membre du Parlement depuis 1991, elle a aidé à orienter la législation finlandaise relative à la traite des êtres humains. Elle a également participé activement aux activités d'ONG en rapport avec les droits de l'homme en s'intéressant spécialement aux questions relatives à la protection des enfants, aux réfugiés et à la parité des sexes.

Diplômée en droit de l'Université d'Helsinki, Eva Biaudet était membre suppléante de la délégation finlandaise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Elle succède à Helga Konrad, qui a occupé le poste de mai 2004 à mai 2006.



Le diplomate allemand *Herbet Salber* a été nommé *Directeur du Centre de prévention des conflits (CPC) du Secrétariat de l'OSCE* avec effet à compter du 6 novembre. Il succède à l'italien Lamberto Zanier, qui a occupé le poste de septembre 2002 à août 2006.

Tout récemment encore, l'Ambassadeur Salber était à Moscou, où il dirigeait depuis juillet 2004 le Département des relations économiques et scientifiques de l'Ambassade d'Allemagne.

L'Ambassadeur Salber est, depuis plusieurs années, étroitement associé aux activités de l'Organisation et à ses opérations de terrain. Il était Chef adjoint de la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'OSCE (1997-2000), avant de partir pour le Kazakhstan où il était Chef du Centre de l'OSCE à Almaty (août 2000-août 2001). Par la suite, sous la Présidence portugaise de l'OSCE en 2002, il a été nommé Conseiller spécial pour l'Asie centrale.

Après des études en philologie romane et russe aux universités de Bonn et de Toulouse, il a rejoint le service diplomatique de son pays, qui l'a affecté à Belgrade et à Managua (Nicaragua). Ses affectations ultérieures, notamment en qualité de Représentant de



l'Allemagne à la Commission spéciale des Nations Unies (UNSCOM), l'ont amené à se spécialiser dans les questions de politique de sécurité et de maîtrise des armements.

Au Ministère fédéral des Affaires étrangères à Berlin, il a dirigé la Division chargée des relations entre l'Union européenne et l'Europe du Sud-Est, l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale (septembre 2001-février 2002) et, ensuite, la Division chargée des relations de l'Union européenne avec la Communauté d'États indépendants, les Balkans occidentaux, la Turquie, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine (janvier 2003-juillet 2004).

Le CPC, qui fait partie du Secrétariat de l'OSCE à Vienne, apporte son soutien au Président en exercice de l'OSCE et à son Secrétaire général dans la mise en œuvre des tâches de l'Organisation dans les domaines de l'alerte précoce, de la prévention des conflits, de la gestion des crises et du relèvement après un conflit.

À côté de son rôle de premier plan et de son savoir-faire dans la dimension politico-militaire de l'Organisation, le CPC participe également à un certain nombre de projets et d'activités sur le terrain, axés sur l'éducation, la sécurité et la gestion des frontières, et d'autres questions en rapport avec la sécurité.

L'Ambassadrice *Paraschiva Badescu* diplomate roumaine de carrière et spécialiste des questions concernant la CSCE/OSCE, a pris ses nouvelles fonctions de *Chef de la nouvelle Mission de l'OSCE au Monténégro* le 12 septembre.



L'Ambassadrice Badescu était Chef par intérim de la Mission depuis sa création par le Conseil permanent en juin 2006. Avant cela, elle était, depuis janvier 2005, adjointe au Chef de la Mission de l'OSCE en Serbie-Monténégro et Chef du Bureau de Podgorica.

De janvier 2002 à juillet 2004, l'Ambassadrice Badescu était à la tête du Centre de l'OSCE à Achgabat (Turkménistan). Elle a également été Conseillère principale de la Présidence roumaine de l'OSCE en 2001 et dirigeait la Section politique, militaire et institutionnelle.

« L'OSCE fait depuis longtemps partie de ma vie, plus précisément, depuis que j'ai été adjointe au Chef du Département de mon Ministère des Affaires étrangères en charge de la CSCE et des autres institutions euro-atlantiques au début des années 90 », a-t-elle déclaré.

Elle a ensuite été affectée à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'OSCE et des autres organisations internationales à Vienne, où elle a achevé son mandat en qualité de Chargée d'affaires en 1997. De retour à Bucarest, elle était, jusqu'en 2000, adjointe au Chef du Département du Ministère des affaires étrangères en charge de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et des organisations régionales.

Paraschiva Badescu a dirigé ou a été membre d'un certain nombre de délégations roumaines qui ont négocié plusieurs importants accords multilatéraux dans le domaine politico-militaire. Son poste le plus récent au sein du Ministère des affaires étrangères a été celui de Conseillère spéciale pour les questions de sécurité et stratégiques.

Elle est titulaire d'une maîtrise en philologie de l'Université de Bucarest. En 2004, elle a été désignée meilleure diplomate roumaine travaillant au sein d'une organisation internationale.